

2012 / L'Humain d'abord

La santé, notre bien commun

Page 4

Les Nouvelles de Loire Atlantique

Bimensuel édité par la fédération de Loire Atlantique du Parti Communiste Français

Numéro 931

22 mars 2012

prix: 0,70 €

Après la Bastille

Place
au
Peuple

Prenons L'Elysée

■ Crise financière

Est-elle réellement derrière nous comme l'affirme Sarkozy ?

P 2

■ Front de Gauche

Les militants à l'assaut de la Bastille

P 3

■ Logement

Mobilisation contre les expulsions locatives

P 5

■ Lecture

Paul Lafargue, passeur de la pensée Marx

P 6

■ Salaires

Les salariés de Radio Frequency System (RFS) Trignac luttent ! :

par Alain Manara, conseiller municipal de St-Nazaire



P 7

Les Nouvelles de Loire Atlantique

Aujourd'hui, Les Nouvelles de Loire-Atlantique, ce sont des milliers d'abonnés ou de lecteurs occasionnels.

Abonnements, diffusion militante :

Participez à la diffusion des Nouvelles de Loire-Atlantique !

Pour tout renseignement : 02 40 35 03 00
ou redac.nla@orange.fr

L'actualité politique...

EN BREF

Une belle brochette



Sarkozy peut s'enorgueillir d'une belle brochette de soutiens, Bernadette Chirac, Enrico Macias, Christian Clavier ou encore Gérard Depardieu. Un Gérard Depardieu visiblement pas désintéressé : **"A chaque fois que j'ai demandé quelque chose à Sarko, il a répondu présent. Quand j'ai eu récemment des problèmes avec l'une de mes affaires à l'étranger, il s'est mis en quatre et m'a réglé le problème tout de suite. Son conseiller diplomatique m'a même appelé, il a été très gentil avec moi"**. Il a bien de la chance Depardieu car en cinq ans le président n'aura rien fait pour arranger les affaires des français les plus modestes.

Ça sent le vinaigre

Conscients de la douche froide qui risque de s'abattre sur leur candidat à la présidentielle et donc sur eux même, les députés UMP sont dépités : **"Comment voulez-vous que je me sente à l'aise dans cette campagne ? Ça part en c... Il n'y a pas de fil conducteur. Ils multiplient les erreurs"**. dira l'un au Monde quand un autre lucide ajoutera : **"Je peux vous dire que tous mes collègues qui ont été élus avec 51 % des voix ont sacrément peur pour eux en ce moment"**.

C'est vraiment mal parti

Cependant, un seul à y croire avec ferveur : Edouard Balladur. A la question : **"la victoire est encore possible ?"** posée par le JDD, la réponse du candidat de 1995 : **"Je le crois profondément"**. Souhaitons que le loser de 95 porte la poisse à Sarkozy.

Savoir faire

Sans aucun doute il y a eu une transmission du savoir faire entre le candidat Balladur de 1995 et le candidat Sarkozy de 2007. C'est ce savoir faire indéniable qui avait permis à Balladur de financer sa campagne électorale grâce à la vente de t-shirts pour 10 millions de Francs et, c'est sans doute ce même savoir faire, cette art de la négociation qui aurait selon médiapart permis à Sarkozy de financer sa campagne auprès de Kadhafi à hauteur de 50 millions d'euros.

Exilés fiscaux

Une campagne électorale, ça permet de faire des découvertes. Dernière découverte en date pour le chef de l'Etat: Il y aurait en France des exilés fiscaux et c'est mal ! **Encore quelques mois de campagne et il va s'apercevoir que la politique qu'il a menée durant cinq années est un vrai scandale.**

Suspens

Chevènement et le MRC ont fait leur choix, ce sera François plutôt que Jean-Luc, autant dire que le choix du Ché c'est fait en fonction des circonscriptions (9) que lui laissera le PS.

Point de vue

par Aymeric Seassau

Organiser une grande manifestation au cœur de l'élection présidentielle relevait du défi. Chacun pourra constater l'ampleur de la réussite : victimes du succès populaire, les participants de la Loire-Atlantique, répartis dans 6 cars n'auront pas tous pu se faufiler dans la foule compacte massée place de la nation pour accéder au discours attendu du candidat du front de gauche. Et après le défilé monotone des déclarations de candidats déposant leurs signatures devant le conseil constitutionnel, ce sont des médias unanimes qui ont du saluer la réussite de l'entrée du Front de Gauche dans la dernière ligne droite de la campagne. A gauche, un peu de fébrilité vient accueillir l'événement. Les dirigeants d'Europe Ecologie qui seraient mieux inspirés d'aider leur candidate à progresser se sont tous concentrés ces derniers jours sur des attaques contre le Front de Gauche, et son programme « archaïque » tandis qu'au PS, on agite les arguments surannés du « vote utile » et de la nécessité de créer la « dynamique de premier tour » derrière le seul candidat Hollande.

Il en faudra sûrement plus pour ébranler les militants et celles et ceux qui se reconnaissent en nombre dans le projet que nous présentons au pays. **Comment ne pas constater que ces succès dans la campagne témoignent d'une formidable poussée à gauche, profitables au changement et participant de la défaite qui semble s'an-**

noncer pour le pouvoir de droite. Les sondages affluent et convergent vers l'indication d'un bloc de gauche passant actuellement largement les 40%. Un résultat de nature à engager la dynamique de victoire au second tour d'autant plus que ni Le Pen ni Bayrou dont les campagnes stagnent ne semblent en mesure de représenter une menace. Dès lors, le choix qui est posé aux hommes et aux femmes de gauche consiste à exprimer la nature du changement qu'ils exigent. Ils peuvent se donner la force d'une majorité qui tourne le dos à la rigueur et à l'austérité. Les communistes sont avec le Front de Gauche mobilisés autour de cet objectif dans la dernière ligne droite qui nous mènera jusqu'aux élections législatives. Avec la campagne officielle, le débat politique va s'accélérer et s'intensifier. **Beaucoup d'électeurs hésitent encore**



«ces succès dans la campagne témoignent d'une formidable poussée à gauche».

et de nombreux responsables politiques semblent s'inquiéter de voir le centre de gravité se déplacer à gauche quitte à changer le scénario écrit d'avance. A tous nous disons : « N'ayez pas peur de l'envie de gauche qui s'empare du pays et gagnons ensemble ! »

La crise financière est-elle derrière nous ?

Ouf super-Sarko nous a sauvé de la crise de l'euro et de la faillite de la Grèce ! C'est lui qui le dit et les médias qui le répètent, « l'enfumage » est général. Prenez le seul sondage qui le place en tête au premier tour. Commanditaires : Europe 1, Paris-Match. Sondageur : Ifop. Parmi les actionnaires, un hasard... Mme Parisot présidente du Medef! **C'est dire combien nos explications sont décisives pour permettre à la population de s'y retrouver.** La réalité est que la crise générale du capitalisme s'approfondit avec ses contradictions : attaques contre les conquêtes sociales d'un côté, prise de conscience et développement des luttes de l'autre. **Prenons la crise de l'Europe capitaliste: Le pire dans l'immédiat a été évité :**

la sortie de route incontrôlée de la Grèce. La plus grande restructuration d'une dette d'Etat de l'histoire a contraint les derniers récalcitrants des créanciers privés à un allègement de 105 milliards des 206 milliards d'euros d'emprunts grecs détenus par des banques privées (dont des banques françaises). **L'essentiel de la dette est désormais dans des mains publiques.** Le 2^{ème} plan d'aide de 130 milliards a été versé. De quoi lui permettre d'honorer son échéance de remboursement de 14 milliards le 20 Mars.

Mais il ne s'agit que d'un répit. Le compte à rebours vers un 3^{ème} plan est déjà commencé. L'austérité votée le 20 février par le parlement commence à peine à se faire sentir ! **Le peuple grec n'est pas au bout de ses peines.** Personne ne croit que le retour de la croissance, nécessaire pour sortir de l'endettement est pour

demain. **L'oligarchie européenne veut toujours resserrer le nœud coulant autour du cou des peuples !** Maastrich (1992) tolérait moins 3 % de déficit budgétaire. Le nouveau traité exige moins 0,5 % en pleine dépression économique. Manque de réalisme ! **Déjà l'Espagne a prévenu qu'elle ne pourrait pas tenir ses engagements** que son ministre de droite venait de signer. Le déficit du budget de 2012 sera de 5,8 % contre 4,4 prévu ! **Le Portugal reste sous pression... comme la Belgique, les Pays-Bas... obligés de**



serrer encore plus leurs dépenses publiques. **Et la France ?** Barouin vient de donner les chiffres pour 2011: moins 5,3%. Premier trimestre 2012 : zéro. **Le bilan Sarkozy donne sa mesure. C'est dire que plus que jamais la rupture est nécessaire pour imposer dans les luttes «l'humain d'abord» et la construction d'une VIème république.**

De vous à moi...

Il y a des jours où il faut s'accrocher tant les propos que l'on peut entendre sont déconcertants. Il y a des mots, des phrases, des paroles tellement incroyables qu'il faut se pincer pour y croire ! Une des dernières phrases en date des plus incroyables est celle de Carla Bruni : « Nous sommes des gens modestes ». Il faut quand même avoir un certain culot, pour affirmer de pareilles choses. Des propos confirmés par Claude Guéant pour qui Sarkozy mène une vie d'ascète ! Bien entendu, tout au

long de son mandat Sarkozy aura été suffisamment démonstratif pour nous convaincre qu'il a mené une vie austère et dans des conditions particulièrement modeste : un mélange de St-François d'Assise et de cendrillon dans les caves du Fouquet's. Et, plus les jours passent plus les propos de campagne deviennent hallucinants, le St-François-Cendrillon se métamorphosant en une autre blonde affirmant : « Le premier sujet de préoccupation, de discussion des Français, je parle sous votre contrôle, c'est cette question de la

viande halal. ». Bien sûr, cela fait déjà des semaines, voir des mois que ce sujet hante les français, tous se lèvent le matin avec un nœud au ventre réfléchissant à cette importante question géo-économico-stratégico-philosophique de la viande halal. De vous à moi, Sarkozy et son entourage se moquent bien des français et de leurs véritables préoccupations, faisons lui goûter de la précarité et de la modestie en l'écartant de son trône de l'Elysée! C'est le moment pour lui d'arrêter la politique, vraiment !

...en Loire Atlantique.

VITE LU
VITE DIT

Saint-Nazaire 3e assemblée citoyenne: la salle de 280 places encore trop petite

Vendredi 2 mars, le 3^e rendez-vous citoyen à St-Nazaire, avec une salle de 280 places, laissait une cinquantaine de participants à l'extérieur !

Le thème retenu pour cette 3^e assemblée citoyenne : les médias, une question politique ? Comment les transformer pour qu'une information pluraliste, contradictoire devienne un droit pour tous ? Quelles propositions du Front de gauche pour une appropriation populaire des médias ?

L'introduction à ce débat a débuté par la projection du film « Les nouveaux chiens de garde ». A l'issue de la projection, le débat s'engage rapidement. Le film « coup de point » est apprécié de façon unanime mais le manque d'une pointe d'optimisme dans la conclusion du film pour transformer les médias est relevé. Le débat est utile pour faire grandir la nécessité d'être offensif sur la transformation des médias et « ne pas attendre à nouveau 30 ans pour que ça change »

Ugo Palheta, sociologue, co-animateur d'Acrimed et Patrick Kamenka membre de l'atelier du Front de gauche de La Culture et des Médias ont développé leur point de vue, leurs propositions, avis, témoignages des participants.

Le 4 pages « Pour une appropriation populaire des médias » élaboré par l'atelier du Front de gauche de la Culture et des Médias est diffusé aux participants. Besoin d'agir sans attendre comme en témoignent les nombreux exemplaires du programme « l'Humain d'abord » vendus à la sortie de la salle, les réservations enregistrées pour « monter à Paris » et réussir un 18 mars offensif à la Bastille, les engagements fermes pris de « parler de tout cela » dans la famille et aux ami-es.

Une 4^e Assemblée citoyenne est programmée pour début avril.

Enorme : 120 000 personnes reprennent la Bastille



C'est un véritable souffle populaire, une marée humaine qui a envahi la place de la Bastille le 18 mars dernier. 120000 personnes, des militants, des syndicalistes en luttés, des salariés, des artistes, des jeunes et des moins jeunes ont foulé le pavé pour dire leur soif d'espoir et leur ras le bol de cette politique antisociale menée depuis bien trop longtemps dans notre pays.

Six cars sont partis de Loire-Atlantique, près de 300 personnes bien décidées à faire valoir leur soutien en faveur du candidat du Front de Gauche à la présidentielle ont voyagé de Nantes ou de St-Nazaire jusqu'à la place de la nation pour ensuite prendre la Bastille et tenter de suivre le discours de Jean-Luc Mélenchon.

Dans ce long et dense cortège on pouvait aisément ressentir la joie d'être là et le désir impérieux d'en découdre, c'est un peu comme-ci la sixième république commençait à prendre forme par la réappropriation populaire de la politique et symbolique de la Bastille. Et, Pierre Laurent de conclure à l'issue des chantiers pour une sixième république qui avait lieu le matin même avant le défilé : « En faisant le

choix de la sixième république nous allons à la rencontre des attentes profondes dans le pays ». Il ne croyait pas si bien dire au vu de l'affluence de cette initiative du 18 mars qui à ce jour reste la plus grande initiative de

campagne tous partis confondus. Et cela donne à voir le désir, comme le confirmera Jean-Luc Mélenchon pendant son discours, de conquérir de nouveaux droits pour les citoyens et les salariés de ce pays, de bousculer cette vieille Ve république taillée autour du pouvoir pour un seul homme.

Une chose est sûre cette journée du 18 mars est un événement de taille dans la campagne du Front de Gauche et son ampleur annonce de bonnes choses et conforte le travail des militants sur le terrain : MAINTENANT, PLACE AU PEUPLE !!!

PROCHAIN GRAND RENDEZ-VOUS DU



en Loire-Atlantique

Le 20 avril - Salle de la Carrière à Saint-Herblain

Avec trois intervenants nationaux de la GU, du PCF et du PG ainsi que de nombreux témoignages...

Plus d'informations dans le prochain numéro des Nouvelles.

Ils y étaient :



Sympathisant Front de Gauche

Adrien BULLICH
« Ce fut phénoménal ! Et ça fait chaud au cœur comme pas croyable de se retrouver en aussi grand nombre avec les mêmes idéaux en tête. Nous

avons défilé joyeusement dans les rues de Paris, à grand renfort de pancartes et de drapeaux. Du haut de mon mètre soixante-dix, on se rend compte difficilement de l'ampleur du rassemblement. Ce n'est qu'à l'entrée de la place Bastille que j'ai senti à quel point nous étions en surnombre : impossible d'avancer, de bouger, tant les gens se tassaient. Je m'étais pourtant arrangé pour devancer la foule au maximum et arriver dans les premiers : je me suis baigné d'illusions, la place était déjà comble. Si bien que je n'ai pu suivre le discours de Jean-Luc Mélenchon. Il fut heureusement rediffusé et je peux dire qu'il a été une fois encore à la hauteur, voire très au-dessus. »



Sympathisante Front de Gauche

Claudine DALLUT
« Ce grand rassemblement a été pour moi très enrichissant. Je suis une sympathisante de gauche en attente de Front de gauche. Aujourd'hui j'ai pu découvrir que je n'étais

pas la seule. Il y avait beaucoup de gens capables de se réunir, de bouger dans un seul mouvement, cette journée est le début de quelque chose de solide. Je n'ai jamais vu autant de personnes mobilisées en même temps et tous dans la même direction. »

18^{ème} congrès du syndicat CGT du Grand Port Maritime Nantes St-Nazaire

Le dernier congrès du syndicat CGT du GPM a tout d'abord été l'occasion de revenir sur les actions menées ses trois dernières années au niveau local comme au niveau national suite au combat du syndicat contre la réforme portuaire. Un combat qui malgré la réforme aura permis la mise en place d'une nouvelle convention collective propre à tous les travailleurs portuaires quelque soit l'opérateur pour lequel ils travaillent, ainsi que la reconnaissance de la pénibilité. A Nantes la mobilisation a abouti à la création d'une structure commune regroupant les grutiers, dépanneurs et agents de maîtrise détachés chez les différents opérateurs. Un travail syndical qui pèse et qui est reconnu aux vus des derniers résultats électoraux où la CGT pèse plus de 70% sur l'ensemble des personnels du port (100% chez les ouvrier,

60% chez les administratifs...)

Ce congrès a aussi permis aux militants de réfléchir à une perspective pour l'avenir qui pour Yves Tual, secrétaire de la CGT du GPM passe par un développement du port et donc par des investissements en terme d'équipement mais aussi en matière de dessertes (routière, ferroviaire, fluviale), nécessaires au rayonnement international du Port. Autant de points essentiels au moment où la politique est de favoriser le développement de deux ports que sont Marseille et le Havre et où de nombreuses contraintes réglementaires pèsent sur le développement de Nantes St-Nazaire.

Le prochain Rendez-vous important pour les portuaires se déroulera du 18 au 20 juin à l'occasion du congrès des travailleurs des ports européens à Nantes.

8 mars : mobilisé[e]s pour l'égalité

Les communistes et leur candidates à la porte des entreprises

Le 8 mars dernier, les communistes avec le Front de Gauche sont allés avec plusieurs de leurs candidats aux élections législatives à la rencontre des salariées sur leurs lieux de travail notamment pour exiger l'égalité salariale entre les hommes et les femmes. Une série de rendez-vous qui s'est terminée le 10 mars avec le rassemblement pour clamer l'égalité dans la rue. En effet, les femmes sont les premières touchées par le système capitaliste et le 8 mars, cette année encore, a été un moment fort pour que les hommes et les femmes dénoncent ensemble les discriminations faites aux femmes et construisent les moyens indispensables à l'amélioration de leurs conditions de vie.

L'égalité homme/femme est au cœur du projet des communistes et de la campagne du Front de Gauche et cette journée nous rap-



pelle que les droits des femmes ont été acquis de hautes luttes, mais que tant de choses restent encore à conquérir.

L'UD Cgt 44 et l'égalité au travail



Al'occasion de la journée internationale de lutte pour le droit des femmes le 8 mars dernier, L'UD CGT 44, proposait une exposition : femmes au travail, 3 pas en avant 2 pas en arrière à laquelle étaient présent une délégation du PCF 44 durant l'inauguration.

Pour Sevim Fontaine de l'UD, il est « bien de notre charge de syndicalistes qui combattons pour défendre le travail pour toutes et tous de lutter pour une réelle mixité. [...] L'égalité professionnelle et salariale entre les femmes et les hommes est attendue par les salariés des deux sexes à l'égard des syndicats ! C'est donc un enjeu de justice sociale, et de développement syndical !. »

Le dossier.

2012/ L'Humain d'abord !

La santé, notre bien commun !

Parole de candidat-e

La santé n'est pas une marchandise

« Il faut arrêter de voir la santé comme un coût », ce mot d'ordre résume la situation de la santé publique en France et la vision que s'en font les libéraux, de Sarkozy à Le Pen, en passant par Bayrou, tous obnubilés par la réduction des déficits, n'ayant en tête qu'une appréciation comptable de notre système de santé.

Pourtant, au long de ces dernières années, la droite n'aura pas lésiné pour piétiner les principes fondateurs de l'assurance maladie, l'égalité d'accès aux soins, la qualité des soins, la solidarité dans son principe de financement. La droite en a fait un choix politique par des mesures, qui de fait, ont augmenté la part du budget santé de tous les ménages à tel point que les actes médicaux, les soins et les médicaments non remboursés représentent un volume de 700 euros par habitant et par an : Création des franchises médicales, déremboursement de médicaments, dépassement d'honoraires, majorations du forfait hospitalier... une somme importante qui oblige 9 millions de nos concitoyens au renoncement à se soigner. Quand des millions de nos concitoyen-ne-s ne peuvent se soigner, la société est malade. Il est du rôle de l'Etat de garantir l'accès à des soins de qualité pour toutes et tous, le Front de gauche et son programme « l'humain d'abord » s'y engage en proposant de rétablir le remboursement intégral à 100% des dépenses de santé couvertes par la sécurité sociale et la création d'un véritable service public de la santé. Le financement de cette proposition exige des recettes fiscales supplémentaires, les 30 milliards d'euros d'exonérations de cotisations sociales patronales seront annulées et redéployées vers les caisses de notre sécu.



Pedro MAIA,

Candidat PCF/FDG sur la 10ème circonscription

Hôpital au bord de la rupture !

« La situation financière des établissements de santé des Pays de la Loire s'améliore. » affirme l'Agence régionale de santé. OUI, mais à quel prix ! Pour le CHU de Nantes, le traitement de choc imposé aux agents - l'augmentation de l'activité de près de 15% sur trois ans, avec la création de 23 emplois sur la période (soit 0,03% des emplois de l'établissement) - les suppressions d'emplois antérieures et la perte de 4 RTT - ont aggravé les conditions de travail du personnel avec son lot de stress, de fatigue et de souffrance professionnelle. Les syndicats mettent en cause « une gestion de l'hôpital avec les méthodes du privé, pour rentabiliser au maximum les activités des services. » « Le crédo, c'est la réduction de la masse salariale et l'augmentation de la productivité, comme à l'usine... ». **Ce retour à l'équilibre financier du CHU avec ces contraintes drastiques sont incompatibles avec une politique de santé digne de ce nom.** De plus, cela ne remet nullement en cause ce qui amène cette situation. En effet, depuis la mise en œuvre à marche forcée de la loi Bachelot (HPST), les hôpitaux publics, gage d'une médecine de qualité accessible à tous, se débattent dans les pires difficultés. Cette grande entreprise de déstructuration de l'hôpital public, orchestrée par l'ARS, n'a qu'un seul but : celui de répondre aux exigences du MEDEF dans le



cadre de la RGPP de moins de dépenses publiques pour plus de parts de marché pour les produits financiers dans le secteur de la santé : **l'appétit du capital pour récupérer un marché en croissance.** La construction d'un projet d'avenir pour l'hôpital public pour aujourd'hui et pour demain est plus qu'urgente.

Bruno CASSARD

La reconquête de la protection sociale est un enjeu majeur !

C'est ce qu'affirment les fédérations CGT santé/action sociale et organismes sociaux dans un appel pour un grand 29 mars de luttes, de grèves et de manifestations.

«Garantir un haut niveau de protection sociale, d'accès aux soins et de prise en charge éducative qui répondent aux enjeux du XXIème, c'est possible et c'est l'ambition de la CGT. Actuellement notre pays est malade ! Non pas d'une épidémie passagère, mais d'une pathologie dangereuse et persistante : la recherche constante par le patronat et le capital du profit maximum ! Pour ce faire, dans un contexte où le système capitaliste est à bout de souffle, gouvernement et patronat s'en prennent avec force à ce qui fait le pilier de notre société : **Notre système de protection sociale et de santé !** ... jamais notre protection sociale et notre santé n'avaient subi d'attaques aussi puissantes que ces 5 dernières années... Et ce n'est pas fini !

La poursuite de la suppression d'effectifs dans nos secteurs d'activités, et notamment le non remplacement d'un salarié sur deux, si nous ne la stoppons pas va amplifier la déstructuration, l'ag-

gravation des conditions d'accès aux soins et la casse de la santé et de la protection sociale... ».

L'UD44 est partie prenante de cette initiative et appelle à un rassemblement régional à Nantes le 29 mars à 10h30 Place Bretagne.



Un autre financement est possible

Lors de l'examen de la loi de financement de la sécurité sociale au sénat, **la bataille du groupe des sénateurs communistes, avec l'ensemble de la gauche, a permis de faire la démonstration qu'un autre financement de la sécurité sociale était possible.** Plusieurs amendements ont ainsi été votés pour réduire le déficit de la sécu dans l'intérêt des Français : suppressions des exonérations de cotisations sociales portant sur les heures supplémentaires, accroissement de la taxation sur les retraites chapeaux, les stock-options... **Au final, le Sénat aura permis le gain de 5 milliards de recettes nouvelles, soit une réduction de 30% du déficit de la Sécurité sociale pour 2012.** Même si l'Assemblée nationale a détricoté toutes les avancées, la démonstration a été faite que d'autres choix politiques sont possibles.

Demandez le programme !

La santé est l'affaire de tous !

Pour riposter au saccage sans précédent du système de santé solidaire construit à l'initiative du Conseil national de la Résistance, nous affirmons que la carte Gold ne remplacera pas la carte vitale ! Parce que l'instauration de la « TVA sociale » est une véritable machine de guerre contre notre protection sociale, le Front de Gauche fait le choix de la solidarité garantie par la cotisation sociale basée sur une autre répartition des richesses favorisant l'emploi et les salaires. Parce que nous ne professons pas la réduction des « déficits publics » au motif de la dette, nous proposons une réforme fiscale ambitieuse permettant de financer des services publics à hauteur des besoins au moyen d'un autre partage des richesses.

Mieux vaut prévenir que guérir Alors la meilleure prévention consiste à empêcher l'apparition des

maladies liées à notre environnement : par la suppression des produits chimiques dangereux pour la santé et la reproduction humaine ; par une alimentation de qualité pour tous contre la malbouffe et l'obésité ; à doter de moyens la médecine scolaire lui permettant d'exercer une véritable prévention et une prise en charge efficace des enfants et des adolescents. Une médecine du travail indépendante de l'employeur et exercée par des personnels beaucoup plus nombreux est une des conditions de la santé mais aussi de la démocratie au travail.

Parce qu'il veut en finir avec le « reste à charge », le Front de Gauche se prononce pour un remboursement à 100% des dépenses de santé.

Nous refusons la domination des secteurs marchands sur les produits de soin ainsi que les scandales financiers et sanitaires dramatiques qui en découlent, et proposons d'y mettre fin par la création d'un pôle public du médicament.

Une couverture sanitaire du terri-

toire doit être retissée, dotant chaque bassin de vie d'hôpitaux publics et de centres de santé publics pluridisciplinaires, en articulation avec une médecine de ville revalorisée dans le cadre du secteur 1 ; pour cela, un ambitieux plan d'emploi-formation pour tous les professionnels de santé doit être porté. **Nous considérons que la perte d'autonomie touchant tout individu à quelque moment de sa vie que ce soit relève d'un service public de qualité financé par la sécurité sociale.**

Les droits des femmes à une maternité choisie et à la libre disposition de leur corps notamment par l'accès à une contraception gratuite, ainsi qu'à des maternités et centres IVG en nombre suffisant, sont inaliénables. Le droit à la santé est universel et doit être accessible aux étrangers comme aux Français notamment par l'aide médicale d'état.

Nous refusons l'évolution de la psychiatrie vers une « psychiatrie de la punition », et nous prononçons

pour l'abrogation de la loi du 5 juillet 2011 et la reconstruction d'une psychiatrie de secteur respectueuse des malades et des soignants. **Face à la destruction des principes sociaux et républicains qui ont présidé à la fondation de notre système de santé et de protection sociale en 1945, une contre-offensive est à construire, les mesures de rupture esquissées dans ces propositions peuvent y contribuer.**



Le social au cœur.

PRENONS NOTE...

Cassez les jeunes !

Les flics ne sont pas seuls à tirer sur eux. Les Dotations Horaires annoncées sur les lycées illustrent l'intérêt que le gouvernement porte aux jeunes dans ce pays, notamment à ceux des milieux populaires. C'est ce que dénoncent les parents d'élèves FCPE du Lycée A Briand à St Nazaire : cet établissement dit « sensible » perd 8 postes à la rentrée 2012, avec un effectif scolaire stable... une enseignante en décrit les conséquences : « Le lycée ne peut plus assumer ses missions obligatoires. C'est dramatique ».

Manutention au sol dans les aéroports

Le groupe GUE/NGL accueillait le 7 mars au Parlement européen des manutentionnaires des aéroports, des syndicalistes, et législateurs de toute l'Europe, sur une proposition de la Commission sur les services de manutention au sol des aéroports. Le projet abroge des règles existantes. Des inquiétudes persistent sur son impact potentiel sur la sécurité des travailleurs et la qualité des services dans les aéroports européens. Les syndicats refusent des propositions pour plus de libéralisation. La concurrence entre les services de manutention au sol doit se faire selon des critères de qualité et non de dumping des salaires. Par le passé, le salaire moyen des manutentionnaires au sol en Allemagne a été réduit de plus de 20% à la suite d'une directive européenne. Près de 40% des travailleurs de ce secteur ne gagnent pas suffisamment pour subvenir à leurs besoins quotidiens.

Nantais venus d'ailleurs

Le 17 mars 2012, le collectif nantais « Uni-e-s contre une immigration jetable » organisait une marche anticoloniale et antiraciste. La célébration du 50^e anniversaire de l'indépendance de l'Algérie méritait en effet de rappeler toute l'actualité de ce combat. Car la France continue de soutenir des régimes dictatoriaux et corrompus, tout en restreignant le droit d'asile pour celles et ceux qui sont persécutés. Et 50 ans après, les habitants français et étrangers des quartiers populaires, et les jeunes, surtout s'ils sont originaires du Maghreb et d'Afrique noire, sont toujours considérés comme des ennemis intérieurs. Les lois et mesures discriminatoires et sécuritaires s'accumulent, ainsi que les déclarations désignant immigrés, sans-papiers, « musulmans », ou Roms comme les nouvelles classes pauvres et dangereuses. Toutes ces dispositions doivent être abrogées, cette politique arrêtée et les sans papiers régularisés.

Sauvons la vie privée !

Une pétition contre le "fichage informatique" a été lancée mardi 21 février sur internet par 27 organisations, partis et syndicats, pour réclamer "un véritable droit d'opposition à l'informatisation de nos données personnelles". Car chacun d'entre nous est dépossédé arbitrairement de ses propres données personnelles pour devenir l'objet d'une surveillance insidieuse échappant à tout contrôle légal réel. Le "fichage tentaculaire" couvre l'éducation, le travail social, les contribuables et consommateurs, les étrangers, les personnes sous main de justice ou celles suivies en psychiatrie. Il faut y rajouter les fichiers des infractions constatées, des empreintes génétiques, etc. Sans compter les puces RFID, la géolocalisation par GPS, la vidéosurveillance, la biométrie, la téléphonie mobile... Signez la pétition : <http://www.uspsy.fr/Petition-En-2012-sauvons-la-vie.html>

Le pari intelligent *

Un certain Victor HUGO :
« Ouvrez des écoles ...etc
...etc»

(* : Pardon Jacques Prévert)

La chasse à l'enfant* est ouverte !



Les 6 et 7 mars, se tenait à Nantes le procès du policier auteur du tir de flashball ayant fait perdre un œil à Pierre, lycéen, 16 ans, qui manifestait pacifiquement contre la loi LRU (Liberté et Responsabilité des Universités) en 2007. Il faut dire qu'il menaçait drôlement la sécurité du policier : la grille du rectorat séparait les manifestants des policiers ! Sans la ténacité de la famille, et le mouvement général de soutien, ce procès n'aurait eu lieu. A l'appel du Collectif contre les violences policières et du CODELIB, plusieurs centaines de personnes se sont rassemblées pour exiger justice. Comment un fonctionnaire de police, agissant au nom de la République, a pu en arriver à se servir d'une arme en « expérimentation » ayant la réputation de mutiler, en particulier lors de tirs au visage ? Les pratiques sécuritaires basées sur la politique du chiffre encouragent les « bavures », les violences, voire les interpellations entraînant des décès, comme récemment à Marseille et Clermont-Ferrand. Dernièrement encore, des enfants de 8 et 9 ans ont été mutilés au visage à Corbeil-Essonnes et à Mayotte. Ainsi, le 7 février, le Défenseur des droits, saisi par des parlementaires dont JP BRARD, avait à se prononcer sur le cas d'un lycéen de 16 ans victime d'un tir de lanceurs de balles de défense (LBD), à Montreuil le 14 octobre 2010, lors d'une manifestation pour les retraites. Dans son avis, il reproche « au ministère de l'intérieur de ne pas respecter ses propres prescriptions en ce qui concerne la formation et l'habilitation des policiers, et recommande aux responsables policiers de s'interroger sur l'opportunité d'emploi de tous les LBD. » Le 7 mars à Nantes, l'avocat du policier déclarait pour défendre son client : "Vous ne pouvez pas dire à un policier de 25 ans qui respecte la loi : tu vas aller sept ans en prison". Faut-il comprendre qu'on peut dire à un jeune homme qui respecte la loi, qu'user du droit de manifestation se paie d'un œil à vie ?

Imperial doit en rabattre



Le 7 mars, 110 personnes ont répondu à l'appel de la Cgt de se rassembler devant le site Seita (Groupe Imperial tobacco) de Carquefou, en solidarité aux salariés sanctionnés. Car la direction locale n'a cessé de faire baisser la tête à ceux qui lui résistent en voulant appliquer le code du travail. Ainsi, 3 salariés (dont un délégué du personnel) ont reçu une mise à pied d'une journée, et 2 autres (dont un délégué syndical) étaient convoqués ce jour-là pour des sanctions plus lourdes.

Le délégué syndical Cgt est accusé d'entrave à la liberté du travail, pour avoir « demandé aux intérimaires d'arrêter les machines » (Ndlr : intérimaires recrutés pour casser la grève, ce qui est illégal), d'avoir quitté une réunion syndicale avant la fin sans avertir sa hiérarchie afin de reprendre le travail, et d'insubordination caractérisée pour avoir quitté la réunion sur l'amélioration des résultats du groupe, car le cadre refusait la

présence d'un témoin élu en DP.

A l'autre salarié, la direction reproche d'avoir abandonné son poste pendant 54 min (dont 30 mn de pause) et de faire des cocotes en papier... Ce salarié est convoqué en commission disciplinaire le 20 mars en vue d'un éventuel licenciement. Attaques contre les organisations syndicales, faux témoignages de l'encadrement, déformation de la réalité et sanctions disciplinaires qui pleuvent, la direction emploie des moyens de plus en plus douteux pour arriver à ses fins. Le directeur, M. Depierre, montre beaucoup plus d'intérêt à défendre « son » usine, « ses » cadres mais néglige beaucoup « ses » salariés et leurs représentants. Ce dialogue social à la « Thatcher », et ces manœuvres d'intimidation vis-à-vis des représentants des salariés ne font que renforcer la détermination de la Cgt-Seita, qui finalise d'ores et déjà un dossier pour les prud'hommes, en lien avec l'Union Locale.

Un toit pour tous !

Avec le chômage, le pouvoir d'achat attaqué de toute part, la flambée des loyers, des charges et des prix de l'énergie, le logement devient source d'inquiétude. De nombreuses familles vivent dans l'angoisse permanente de perdre leur logement, leurs revenus ne permettant plus de faire face. Les contentieux locatifs atteignent en 2010 leur plus haut niveau avec 158 000 cas. Les décisions de justice suivent la même évolution avec 114 000 décisions au total, dont 109 160 pour des loyers impayés et le manque d'accompagnement social est

bien réel et grandissant ! La réduction par trois des délais d'expulsion, remise en cause du maintien dans les lieux, abaissement des plafonds de ressources : toutes ces mesures montrent clairement la volonté gouvernementale de rendre le statut de locataire de plus en plus précaire, tout en baissant les aides à la construction des logements sociaux et les allocations logement. Aussi, plusieurs centaines de nantais se sont rassemblés à 6 jours de la date officielle de reprise des expulsions, pour exiger : l'arrêt des expulsions et des saisies, respect et application

de la loi DALO, et de la loi de réquisition, l'obligation d'accueil inconditionnel des sans-logis jusqu'au relogement, le gel des loyers tous secteurs confondus, la maîtrise des charges locatives, la revalorisation de 25

% des aides au logement, la baisse des tarifs de l'énergie, la construction de 250 000 logements véritablement sociaux par an, la création d'un véritable service public du logement et de l'habitat...



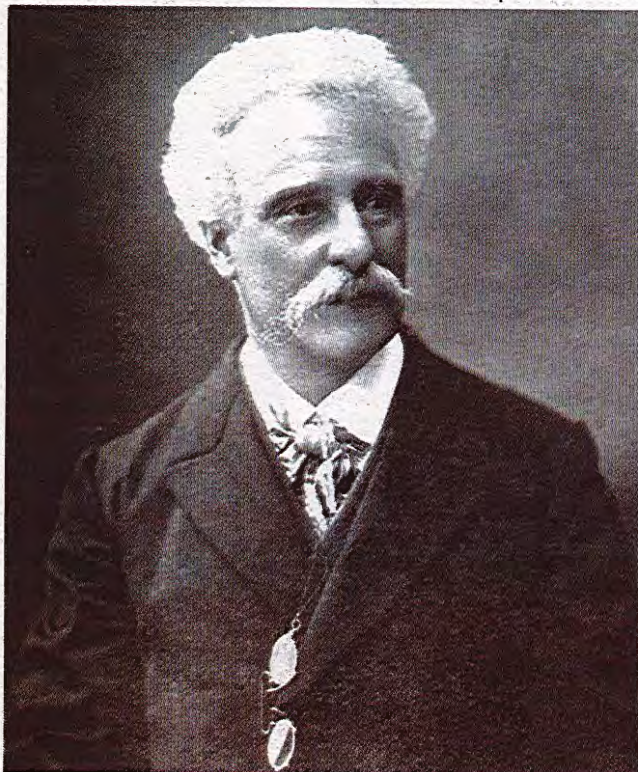
Evènements, culture, idées.

Paul Lafargue (1842-1911)

Philosophe, propagandiste et homme d'action

Le 26 novembre 1911, le monde ouvrier apprend le double suicide de Paul et Laura Lafargue. Paul Lafargue craignait la sénilité et la dépendance. Cent ans après sa mort, un nouvel ouvrage retrace l'apport fondamental de Paul Lafargue à la pensée communiste. Le 15 janvier 1842, Paul Lafargue naît à Santiago de Cuba, à la croisée de quatre héritages : amérindien-mulâtre par sa mère, bordelais-juif par son père. Au XIXe siècle, Cuba est encore une colonie de l'Espagne. L'esclavagisme imprègne toujours les rapports sociaux. À 9 ans, Paul arrive à Bordeaux. Que de changements... Mais il ressent ici aussi la même morgue des possédants... Sur les bords de la Garonne, le jeune mulâtre, à la chevelure abondante, subit les sarcasmes. À 20 ans, le voici à Paris étudiant en médecine. Il fréquente les cercles d'opposants à l'Empire, lit Proudhon, Blanqui, Fourier... Dès 1864, l'Association internationale des travailleurs l'attire. À Londres, autour de Marx et Bakounine, les prolétaires de tous les pays cherchent à s'unir. En 1865, Lafargue rencontre Karl Marx et surtout Laura. Il deviendra l'époux de la jeune fille, l'ami et le secrétaire du père. Chassé de l'université de Paris pour ses prises de position anti-impériales, Lafargue se fixe à Londres. Revenu à Bordeaux à l'été 1870, il participe à la section de l'Internationale. En avril 1871, il va à Paris ; la Commune, née le 18

mars, organise la capitale. De son bref séjour, retrouvé par Jacques Girault, Lafargue rapporte quelques belles pages. Marx reprendra ses observations dans la



Guerre civile en France. Pourchassé par la police de Thiers, il fuit en Espagne. À Madrid et à Lisbonne, il dirige des groupes ouvriers dans lesquels il combat les thèses anarchistes. En 1874, il rejoint Londres. N'exerçant plus la médecine depuis la mort de ses trois enfants, il devient l'assistant de Karl Marx qui rédige le Capital. Philosophe, propagandiste et homme d'action, Paul Lafargue l'est. Dix ans après la « semaine sanglante », Guesde crée le Parti ouvrier (PO) qui se veut marxiste. Lafargue tissera des liens entre

Guesde et Marx. Dès 1882, revenu à Paris, Lafargue participe au PO. Emprisonné à Sainte-Pélagie pour propagande révolutionnaire, il y rédige le Droit à la paresse un

des fruits de la pensée-Marx. Philosophe et organisateur. En 1889, sous l'impulsion d'Engels, avec Guesde, Bebel, Liebknecht, Lafargue fonde l'Internationale ouvrière et décide de faire du 1^{er} mai un jour de grève et de lutte pour la journée de huit heures. Face à l'Internationale silencieuse des patrons, Lafargue veut faire vivre la phrase « Proletaires de tous les pays, unissez-vous ! ». Il deviendra un des acteurs majeurs du 1^{er} mai 1891 et son nom reste associé à la tragique fusillade de Fourmies.

Au tournant du siècle, les débats sont vifs et âpres parmi les dirigeants ouvriers, l'affaire Dreyfus, la participation à un gouvernement bourgeois, le rôle des syndicats, la place de l'action de masse, le rôle des femmes, sont pommes de discorde et sujets de réflexion. En 1904, Lafargue publie un article sur l'exploitation des ouvrières et leurs places dans la lutte... Dix ans plus tôt, il polémiquait devant 87000 travailleurs face à un partisan du christianisme social qui voulait enrégimenter la classe ouvrière comme le feront Mussolini, Franco et Pétain... Dès 1906, il devient un des éditorialistes réguliers de l'Humanité. Il sert de porte-voix aux revendications ouvrières et aux luttes syndicales, en particulier en 1907 lors de la grève des terrassiers de Draveil.

Lafargue dirige en articulant fidélité à ses engagements et liberté d'expression. Pour un mouvement ouvrier indépendant et porteur d'émancipation. Dès 1900, il s'écarte de Guesde, jugé sectaire et dogmatique. En 1911, lors du débat sur les retraites, il s'oppose à Jaurès. Reprenant les analyses de la CGT, il défend l'idée toujours moderne de retraite par répartition... Son dernier combat. Pascal Bavencove et Pierre Outteryck, Salut camarade, Paul Lafargue, passeur de la pensée-Marx, éditions du Geai bleu. 5 €.

LIRE

1968-2011 : la gauche à l'épreuve

La gauche à l'épreuve 1968-2011

Jean-Pierre Le Goff



En matière de crise, il en est une que chacun semble s'employer activement à oublier aujourd'hui : celle de la gauche. Idéologiquement désorientée, écartelée entre "tout culturel" et "surmoi radical". Régulièrement défaite à l'élection suprême depuis le dernier mandat du défunt Mitterrand, la gauche n'en finit plus de traverser ses épreuves. Jean-Pierre Le Goff, ami politique de l'hémisphère gauche du globe idéologique, n'en oublie pour autant pas que l'amitié est un pacte tacite où l'on doit faire la part des défauts et des qualités : d'où cet essai au titre évocateur, « la Gauche à l'épreuve. 1968-2011 ». Vitupérations contre "le monde de la finance", transformations insperées des intentions de vote populaires ne suffiront en effet pas à gommer les trente dernières années d'une logique où l'alternative fut réduite à la peau de chagrin de l'alternance. Les noces du socialisme et du modernisme, le divorce d'avec les classes populaires, les valse-hésitations autour du socle républicain commun, le tout assaisonné d'une conversion à cette forme de gauche que l'on qualifie de "morale"... tout cela livre une ardoise qu'une éventuelle victoire présidentielle ne parviendra pas à effacer. Si l'on veut bien faire preuve d'un peu de mémoire, 1984 doit sonner comme le nom d'une mutation fondamentale dont l'effet fut l'invasion de l'idée de "modernisation" dans le logiciel de gauche. **La modernisation, apologie inconditionnelle de l'impérative transformation économique, technologique... introduisit également ce sentiment amer de friabilité généralisée à laquelle rien ne devait échapper** (travail, compétences, savoirs...) face à une société toujours mouvante, non maîtrisable, qui ne proposait plus pour horizon que l'urgence et l'adaptation. Tout cela ne put aller sans effets politiques collatéraux : lutte des classes et classe ouvrière remises au placard, la question sociale se mâta progressivement d'enthousiasmes identitaires, d'exaltations ethniques. La large conversion d'une part essentielle de la gauche à un gauchisme culturel imprégné d'un programme de libération des mœurs et des aspirations individuelles n'arrangea rien à cette tectonique des plaques électorales, où le Parti socialiste, en particulier, semblait ne plus parler fort que pour les nouvelles couches moyennes post-soixante-huitardes, et devenait inaudible pour les classes populaires. Autant dire qu'il faudra de solides épaules pour inventer une gauche délivrée de l'incantation vertueuse et du froid réalisme gestionnaire. T.Blin J-P Le Goff, La Gauche à l'épreuve, 1968-2011, Ed. Perrin, 2011. 8,50 €

VOIR...

"Trésors cachés du cabinet d'arts graphiques"

Jusqu'au 29 avril 2012, le musée des Beaux-arts de Nantes présente, à la chapelle de l'Oratoire, l'exposition « Trésors cachés du cabinet d'arts graphiques » invitant le public à découvrir des œuvres souvent restées dans l'ombre. L'exposition s'inscrit dans le cycle de redécouverte des collections proposé par le musée, pendant la période des travaux d'extension. Pour des raisons de conservation, ces œuvres sur papier sont rarement exposées. « Trésors cachés » est donc réellement un événement. Girodet, Delacroix, Delaroche, Flandrin, Gérôme, Fantin-Latour, Bresdin, Redon, Delaunay, Merson, Mauffra, Tissot, Maxence, Monet... la liste des artistes représentés est riche. La diversité des œuvres et des techniques donne l'occasion de se familiariser avec l'art du trait. Si Trésors cachés ne présente qu'une centaine d'œuvres, le catalogue accompagnant l'exposition édite la quasi-totalité des 3100 dessins et estampes répertoriés. Chapelle de l'Oratoire, musée des Beaux-Arts de Nantes. Plus d'infos sur le site : www.museedes-beauxarts.nantes.fr



MÉDIAS

Méfaits de la bipolarisation

Alors que la fiabilité des sondages d'intentions de vote pose problème (voir NLA 929) ils apportent par ailleurs des indications intéressantes sur le ressenti sévère d'une campagne exagérément marquée par la bipolarisation, tel un sondage CSA du début mars. Si près de six Français sur dix apportent leur suffrage dès le premier tour à François Hollande ou à Nicolas Sarkozy, ils n'en jugent pas moins que le traitement de la campagne présidentielle par les médias fait trop de place à ces

deux candidats. Le diagnostic est sans appel, souligne le directeur de CSA : « 68% des Français jugent que la couverture médiatique est déséquilibrée en leur faveur, et parmi ceux qui ont cette opinion, 86% déplorent cette inégalité ». Quelle que soit l'orientation politique des Français, cet avis est toujours très majoritaire. Comme à l'accoutumée, le contenu de la campagne électorale est apprécié sévèrement, 71% des Français jugeant que la place accordée aux incidents entre les candidats ne permet pas un choix réfléchi des électeurs. Ce qui n'em pêche pas une remon-

Sarko 2012
cochez les cases les plus appropriées

NON

CERTAINEMENT PAS

SANS FAÇON

NI ET

DÉGAGE!

PLUTÔT OUI!

tion. Ce dernier rédevenu un enjeu symbolique central, 43% des ouvriers en activité annoncent leur intention de voter dès le premier tour pour François Hollande, au lieu de 27% pour Marine Le Pen, 12% pour Nicolas Sarkozy, 7% pour François Bayrou et seulement 6% pour Jean-Luc Mélen-

près de vous

Les Zones Franches : quels effets dans nos communes ?

Une note publiée par l'Insee, présente les conclusions d'une étude menée sur l'impact économique du dispositif des zones franches urbaines mis en place en 1997. Durant les premières années, le dispositif aurait eu un effet très positif sur l'activité économique. Dans les zones créées en 1997, les exonérations auraient permis, au bout de cinq ans, l'implantation de 9 700 à 12 200 établissements, soit 41 500 à 56 900 emplois, expliquent les auteurs de la note. **Cependant, malgré la reconduite du dispositif, ses effets auraient plafonné après 2002 : des disparitions d'établissements plus fréquentes auraient annulé le bénéfice des nouvelles implantations, tandis que, pour les zones créées en 2004, les effets sur les implantations et la création d'emplois auraient été beaucoup plus modestes.** Par ailleurs, on ne détecte pas d'impact significatif sur les entreprises déjà présentes dans les ZFU que ce soit en matière d'emploi ou de santé financière. Enfin, une partie des effets de la mesure transiterait par des transferts d'établissements situés en dehors des ZFU. Près de la moitié des nouvelles implantations correspondrait en effet à des transferts d'activités déjà existantes, alors que de tels transferts étaient trois à quatre fois moins fréquents que les créations avant la mise en place des ZFU.

La maison de la sécurité sociale de Vertou en danger !

Les jours et horaires d'ouverture de ce service public vertovien sont en constante diminution. En 2007, l'agence proposait 5 jours d'ouverture, en 2008 seulement 2, en 2012 c'est la quasi fermeture avec 1 jour d'ouverture par semaine sauf congés scolaires. Au nom de la réduction des dépenses publiques, la CGPAM traite l'accueil des usagers et abaisse le niveau de service public. Une conférence de presse en présence de Jean Yves LE HUEDE, syndicaliste CGT à la CPAM, Michel GOUTY élu local ainsi que des candidats aux législatives Pedro MAIA et Patrick DUBREIL s'est tenue pour alerter les populations concernées et combattre cette décision.

Le volet intercommunal de la réforme territoriale

Depuis la promulgation de la loi RCT - désormais modifiée par la « Pelissard - Sueur » - deux décrets d'application ont également complété cet édifice législatif et plusieurs circulaires sont venues préciser les modalités d'application de cette réforme. **Ces différents textes impactent fortement les communautés, aussi bien du point de vue de leurs périmètres, de leurs moyens d'intervention que de leur gouvernance.** 2012 ouvre désormais le temps de la mise en oeuvre opérationnelle de la réforme intercommunale avec la prise des premiers arrêtés de périmètres et leurs notifications aux communautés concernées, pour, respectivement, accord et avis. Une note de l'ADCF sur ce sujet : www.elunet.org

L'invité

■ Trignac

Les salariés de Radio Frequency System (RFS) Trignac luttent !

Depuis le 14 février soit 4 semaines les salariés de RFS Trignac filiale d'Alcatel sont en grève, 2h par jour en roulement ce qui fait que tout au long de la journée de travail les salariés manifestent leur mécontentement un bon moyen de tenir dans la durée. Tous les midis ils se retrouvent tous devant l'entreprise pour déjeuner en commun un bon moyen de faire le point ensemble. Les raisons de leur colère ; l'annonce du PDG d'Alcatel qu'il n'y aurait aucune augmentation de salaire dans le groupe. M Ben Vervaayen a annoncé le gel des salaires alors que lui qui s'est octroyé en deux ans une augmentation substantielle, son salaire étant passé de 390.000€ à 2 390.000€ entre 2008 et 2010.

Alcatel a engrangé plus d'un milliard de bénéfice en 2011 et 2012 sera au moins du même niveau. **Le PDG de ce grand groupe a déclaré que lorsque l'on gagne 5000€ par mois on ne se passe pas d'augmentation, il a oublié que parmi ses salariés il n'y a pas que des cadres de haut niveau ! RFS est un des 3 derniers sites productif du groupe et les salaires sont en moyenne de 1600€, l'année dernière ils avaient obtenu 50€ d'augmentation mensuelle ce qui satisfaisait les salariés. Cette année rien, alors ils se sont mis en grève et les salariés demandent l'ouverture de véritable négociation.**

Leur revendication est issue d'une consultation des salariés qui réclament une hausse de 5%. 82% du personnel a répondu à cette consultation y compris les cadres et tous demandent une augmentation générale. Cette grève est majoritairement suivie par les ouvriers les administratifs et techniciens seul les cadres restent en retrait. Lannion est aussi en grève depuis le 7 mars mouvement suivi à 80%. Depuis bientôt un mois qu'ils sont en grève et ne sont pas décidés à s'arrêter les employés ont été agréablement surpris de la solidarité des entreprises de la région nazairienne et des syndicats CGT d'Alcatel. Ils ont ainsi récoltés plus de 5000€ de fond de solidarité et tous les jours leur camarades CGT viennent les soutenir qu'ils soient actifs ou retraités. Ils ont aussi reçu le soutien des élus PCF de Trignac et de Brière ceux de St Nazaire ainsi que de Roger David et Véronique Mahé. Un beau mouvement qui dure, une lutte exemplaire qui en appelle peut être d'autres. Les revendications salariales sont en effet à la une de l'actualité revendicative dans la région Nazairienne.



Alain Manara
Conseiller Municipal PCF
de Saint-Nazaire

L'activité

■ Nantes

Plan handisport

Le sport est un droit et son développement et son accessibilité en direction de l'ensemble des publics est un élément fort de l'action municipale. Pour répondre à l'un des engagements de l'équipe municipale de Nantes « A chacun son sport, à chacun son rythme », le plan handisport et sport adapté vient d'être signé entre la ville, l'OMS, les clubs et associations concernés. M.A Benâtre, chargée pour la ville du suivi de ce plan, se félicite de cet engagement. C'est la première ville à signer un tel projet et il marque une détermination de permettre la pratique sportive pour tous et toutes. Considérant le sport comme un élément fondamental de l'éducation, de la culture et de la vie sociale, les élus-e-s communistes se félicitent de cette action publique. Dans les faits, cette politique va se traduire par l'accès aux handicapés à quatre équipements sportifs municipaux, par secteur. **L'engagement fort de la ville ne se limite pas par ailleurs à de louables intentions, mais prend en compte également un soutien financier qui s'élève à 59 000 € pour 2012.** Cette somme permettra alors de soutenir la formation et la qualification des encadrants sportifs, d'aider à l'investissement en matériel adapté et de soutenir les manifestations.



■ Nantes

Mémorial à l'abolition de l'esclavage

Nantes fut l'un des plus grands ports négriers européens et le plus grand port négrier français en nombre de départs de bateaux pour le commerce triangulaire : 1714 au total. Depuis le début des années 1990, avec la grande exposition des Anneaux de la mémoire, Nantes a investi son passé négrier à travers de nombreuses initiatives de la ville, des associations et des autres institutions. Ainsi, suite aux commémorations du cent-cinquantième anniversaire de l'abolition de l'esclavage, en 1998, la municipalité, avec les associations, a initié un projet de mémorial. Celui-ci érigé ici de la Fosse sera ouvert au public le 25 mars prochain, sur les lieux mêmes d'accostage des navires du commerce triangulaire. **Les élus communistes ont, naturellement, dès le début, manifesté leur soutien à cette démarche visant une réappropriation par les nantais de leur mémoire collective.** Le choix effectué par la municipalité d'implanter un mémorial fut un choix courageux, résistant aux polémiques qui n'ont pas manqué de naître en particulier sur le fait d'affronter une réalité non assumée par certains : les familles nantaises qui se sont livrées au commerce triangulaire et qui ont contribué ainsi à l'enrichissement de la ville !



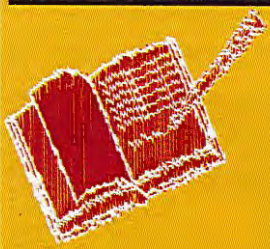
■ Région Pays de la Loire

Plus de conducteurs pour le transport ferroviaire

Les 3 Régions Basse Normandie, Pays de la Loire et Centre sont fortement et conjointement mobilisées pour l'amélioration de la desserte ferroviaire interrégionale Caen-Alençon-Le Mans-Tours qui souffre de nombreuses perturbations depuis 6 longues années. L'une des causes des trop nombreuses suppressions de trains constatée depuis plusieurs mois concerne le manque de conducteurs : en 2011, 43 suppressions sur un total de 97 ont eu pour cause un manque de personnel, principalement des agents de conduite. Les 3 Régions ont donc une nouvelle fois interpellé la SNCF sur ce point précis et viennent d'obtenir gain de cause. Claude Solard, Directeur général Régions de la SNCF, vient d'adresser un courrier aux 3 vice-présidents des Régions concernées. Il informe que des mesures ont été prises afin de mettre immédiatement en place des moyens supplémentaires pour les 3 établissements contributeurs sur cette ligne. **Concernant plus spécifiquement la direction Traction Pays de la Loire, 9 conducteurs viennent d'être affectés au service voyageurs au dernier trimestre 2011 et 13 autres y seront d'ici juin 2012, dont 10 dès le 1er trimestre 2012.** Cet effectif sera complété en période estivale par 5 conducteurs supplémentaires. Jacques Auxiette, président de la Région et Gilles Bontemps, vice président en charge des transports, se réjouissent de cette annonce mais entendent rester vigilants : « il s'agit pour nous d'un véritable engagement de la SNCF à redresser une situation devenue intolérable pour les usagers. Mais si notre pugnacité paie aujourd'hui, nous restons attentifs au respect de ces engagements. »



AUJOURD'HUI ET DEMAIN



Assemblées citoyennes

Judi 22 mars : salle maillot de St Brévin à 20H30.

Judi 22 mars : centre Georges Brassens de St Joachim à 18H30 sur les déficits et l'austérité.

Vendredi 23 mars : Centre socio culturel sillon à St Herblain pendant toute la journée sur l'éducation.

Vendredi 23 mars : salle de l'amicale laïque de Vallet à 20H sur le partage des richesses.

Lundi 26 mars : petite salle de l'Héronnière à St Aignan de grand-Lieu sur l'enjeu des législatives à 19H00.

Mercredi 28 mars : Soirée conviviale des militants de la 1ère circonscription à 18 h à la section de Nantes.

Judi 29 mars : salle du Seil de Rezé à 20H00 sur les questions de Santé.

Presqu'île

Judi 22 mars : Assemblée générale de la section, salle escale de Pornichet à 17H30.

■ NON au licenciement de Jeff



Il s'appelle Jeff DUVAL, il a 23 ans, il est technicien clientèle à l'agence clientèle ERDF GRDF d'Arcueil. Il est sur le point d'être licencié. Pour quel raison ? Comme tous les agents techniques clientèle, il effectue régulièrement des tournées de coupure non paiement pour les usagers qui n'ont pas réglé leur facture EDF ou GDF. En août 2011, un service de contrôle constatent qu'il n'a pas installé de SMI (système de mini interrupteurs qui limite la fourniture d'énergie aux clients en défaut de paiement à 1000 watts heure) comme il l'avait indiqué lors de son passage chez l'usager. Il est alors convoqué par sa direction, Jeff explique qu'il ne pose pas toujours ces mini interrupteurs, n'en disposant pas assez ou parce que humainement la situation ne l'exige pas. Par contre **il laisse toujours un document pour aviser l'usager de l'imminence de la coupure d'électricité ou de gaz.** En réalisant cet acte, il laisse à ces personnes un dernier délai avant la coupure ferme. Mais voilà, Jeff est dans le collimateur de sa hiérarchie qui engage une procédure disciplinaire en vue de son licenciement. Par les temps qui courts, il ne fait pas bon empêcher une coupure immédiate d'énergie.

Cette affaire montre le scandale vécu par de nombreux agent(e)s, confrontés à des situations comme celle de Jeff. Cette affaire met aussi en évidence l'ignominie des coupures de gaz, d'électricité, d'eau ou bien de expulsions locatives. L'énergie, l'eau et le logement sont des droits universels dont on ne peut continuer à priver des dizaines de milliers de nos concitoyen(ne)s pour des raisons économiques. C'est un combat que porte les communistes et le Front de gauche dans leur programme « l'humain d'abord ».

Comme Aymeric SEASSAU, Secrétaire départemental du PCF, nous pouvons soutenir Jeff en signant la pétition accessible sur le site de la Fédération Nationale des Mines et de l'Energie : <http://www.fnme-cgt.fr>.

■ Commémoration Pierre SEMARD

Le 7 mars dernier, les cheminots et les communistes ont commémoré le 70ème anniversaire de l'assassinat de Pierre SEMARD par les Nazis. A cette occasion, des dirigeants du Parti communiste et de la CGT, des membres du comité départemental du souvenir et des personnalités nantaises ont rendu hommage à cette personnalité qui aura marqué l'histoire du mouvement social et politique.



Militant syndical très jeune, Pierre SEMARD devient Secrétaire général de la Fédération des cheminots de la CGT en 1921. Il rédigea de nombreux articles pour le journal « la vie ouvrière ». Adhérent du Parti communiste, il s'engage dans la lutte contre l'occupation de la Ruhr et sera arrêté. En 1924, il devient Secrétaire général du PCF jusqu'en 1928. En 1934, le premier responsable de la fédération des cheminots et contribue à la fusion entre la CGT et la CGTU avant de participer aux négociations des accords de Matignon en 1936 et à la création de la SNCF nationalisée. A la suite du pacte Germano Soviétique et la dissolution du PCF par les autorités françaises, Pierre SEMARD est une nouvelle fois arrêté pour opposition politique. Il est condamné à 3 ans d'incarcération. Il sera fusillé comme otage par les Nazis le 7 mars 1942.

« Nouvelles de Loire Atlantique »

Directeur de la Publication : Jérôme TURMEAU
Commission paritaire : N° 0315 P 11519
Imprimerie : IMPRAM Lannion
Composition : SEM Locminé
Responsable de la rédaction : Jérôme TURMEAU
NLA 41 rue des Olivettes - 44000 Nantes
Tél: 02 40 35 03 00 - Fax: 02 40 48 56 36
e-mail : redac.nla@orange.fr
Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de :
Marie-Annick BENÂTRE
Pedro MAIA
Jean-Yves MARTIN
Yann VINCE
Mireille PERNOT
Robin SALECROIX
André MAURICE



Vite lu...

■ Huma café

Ecrivain à part entière, Elsa Triolet a été de tous les combats : contre le fascisme et les dictatures, contre les tragédies de l'histoire et de l'obscurantisme, pour la liberté et notamment celle des femmes, pour l'intelligence et la culture ouvrière avec sa Bataille du Livre, dont la Bibliothèque Paul Eluard à St Herblain reste une réalisation bien vivante.



Elle a été aussi de tous les enthousiasmes, de tous les rêves, de toutes les utopies du siècle, les interrogeant avec lucidité, mais ne se soumettant jamais, quitte à en mourir, dira-t-elle. Parce que la dignité de l'homme est

de redresser la tête et de combattre !

L'Huma-café lui consacre sa prochaine séance en invitant Marie-Thérèse EYCHART, qui a été Maître de conférences à l'Université de Lille 1. Elle est Maire-Adjointe du 10^{ème} arrondissement de Paris.

**Vendredi 6 avril
à 18h
au Salon de Musique
du Lieu Unique.
A NANTES**



Mais qui parle des jeunes ? Par Robin SALECROIX

Depuis 30 ans, les mêmes politiques libérales sont responsables de la situation de précarité extrême

que vivent les jeunes. On continue cependant de nous vendre comme des solutions miracles les cadeaux fiscaux aux patrons pour embaucher des jeunes, les subventions pour l'embauche d'apprentis ... Ce sont pourtant bien ces « solutions » qui creusent la dette pour



financer leurs profits ! De pair à cette politique de l'emploi catastrophique, les réformes de l'éducation ont aggravé la situation (LRU, suppressions de postes...). Désormais les formations servent les besoins des entreprises dans la seule perspective de forger une nouvelle génération de travailleurs peu coûteux et jetables

« Les jeunes communistes avec les candidats à la présidentielle Jean Luc Mélenchon et les candidats du front de gauche aux législatives font des propositions »

dès que la compétition mondiale l'exige. Alors que le débat public est centré sur les prochaines échéances

électorales, la jeunesse et ses problématiques sont quasi absentes des discussions et des interventions des différents candidats. C'est pour mettre fin à ce « blackout » sur les questions de jeunesse que les jeunes communistes avec le candidat à la présidentielle Jean-Luc Mélenchon et les candidats du front de gauche aux législatives font des propositions pour sortir la jeune génération de l'ornière et de la précarité. Extension des services publics pour tous par les nationalisations de logements étudiants et F.J.T, création d'un socle d'allocation pour garantir l'indépendance des jeunes, sanction des entreprises abusant des contrats précaires sont autant d'éléments que nous formulons pour changer nos vies et la société!